

PREMIER MINISTRE

Directive du 9 mai 1980 relative à l'application
de l'article 32 de la loi n° 77-574 du 7 juin 1977.

I. — Prolongeant les dispositions de la loi n° 72-546 du 1^{er} juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme, l'article 32 de la loi n° 77-574 du 7 juin 1977 punit, en ses paragraphes I et II, de peines correctionnelles les agissements de ceux qui contribuent à rendre plus difficile l'exercice par une personne physique d'une quelconque activité économique dans des conditions normales à raison de son origine nationale ou de son appartenance, ou de sa non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une race ou une religion déterminée. Les mêmes peines s'appliquent à ceux qui entravent l'activité d'une personne morale pour des motifs analogues tenant à ses membres ou à ses dirigeants.

N'est donc en aucun cas admise dans les contrats l'inclusion de clauses restrictives fondées sur l'origine nationale, l'appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une race ou une religion déterminée des personnes appelées à intervenir dans l'exécution de ces contrats au nom des exportateurs français, ou tendant à faire obstacle selon de tels critères aux relations économiques entre les exportateurs et d'autres entreprises françaises ou relevant de pays membres des communautés européennes.

II. — La loi n° 77-574 du 7 juin 1977 ne mentionne pas les clauses visant les Etats ou des ressortissants et sociétés de ces Etats.

L'expression « origine nationale » ne vise pas de telles clauses. Son sens ne peut être en effet que celui qui lui est donné dans la convention de New York du 7 mars 1966 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, convention à laquelle la France a adhéré le 28 juillet 1971. Cette expression n'est pas synonyme de nationalité mais vise, parmi les nationaux d'un même Etat, la protection des minorités parfois appelées nationales et tend à prohiber toute discrimination entre ressortissants d'un même Etat à raison de la nation, au sens ethnique ou culturel, à laquelle ils appartiennent ou ont pu appartenir.

III. — Le paragraphe III de l'article 32 de la loi n° 77-574 du 7 juin 1977 dispose que les paragraphes I et II ne sont pas applicables lorsque les faits qu'ils visent sont conformes à des directives du Gouvernement prises dans le cadre de sa politique économique ou commerciale ou en application de ses engagements internationaux.

Des clauses restrictives, pour autant qu'elles n'aient aucun caractère raciste, peuvent ainsi être admises dans certaines catégories d'opérations commerciales ou financières qui répondent à la politique économique et commerciale du Gouvernement. Cette politique a pour objectif essentiel d'assurer l'équilibre des échanges et des paiements extérieurs de la France, de remplir les obligations résultant des accords conclus par les communautés européennes ou des accords de coopération économique, commerciale, technique ou financière conclus par la France et de placer les entreprises françaises dans des conditions de concurrence autant que possible similaires à celles des autres pays des communautés européennes, conformément aux traités de Paris et de Rome.

Les opérations commerciales concernées portent sur les échanges agricoles, y compris ceux des produits des industries agro-alimentaires, les échanges de produits énergétiques et de matières premières minérales, les échanges de biens intermédiaires, de biens d'équipement et assimilés, de matériels de transport, de biens de consommation courante et d'équipement ménager.

Il en va de même pour les échanges de services et les opérations de banque et d'assurance liés au commerce extérieur, les opérations de grands travaux et de coopération technique ainsi que la participation de banques françaises à des émissions ou à des crédits internationaux.

D'autres directives pourront préciser la définition des catégories d'opérations prévues ci-dessus.

Fait à Paris, le 9 mai 1980.

Le Premier ministre,
RAYMOND BARRE.

Le ministre de l'économie,
RENÉ MONORY.

Le ministre du commerce extérieur,
JEAN-FRANÇOIS DENIAU.